



Le Burundi célèbre son 61^{ème} anniversaire de l'indépendance



Le samedi 1^{er} juillet 2023, le Burundi a célébré son 61^{ème} anniversaire de l'indépendance du Burundi. Les festivités, au niveau national, se sont déroulées à Gitega, la capitale politique, sous le haut patronage du Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste Ndayishimiye. Les cérémonies se sont débutées par le dépôt des gerbes de fleurs par le Numéro Un Burundais au monument dédié aux héros de l'indépendance. Ces cérémonies sont Célébrées sous le thème «Tous ensemble, contribuons au relèvement économique du pays pour atteindre une indépendance effective». Dans son discours de circonstance, le Numéro Un Burundais a exhorté aux Burundais de redoubler d'efforts et contribuer tous dans le développement du pays pour ne plus compter sur le sou-

tien extérieur. "Il n'y a pas d'indépendance réelle sans indépendance économique", a ajouté Son Excellence Evariste Ndayishimiye, le Président de la République.

Ensuite, le Président de la République du Burundi a appelé les dirigeants politiques et administratifs à travailler en synergie avec la population pour renforcer la paix, la sécurité et le développement du pays tout en éliminant tout comportement ignoble et adopter les comportements des dirigeants exemplaires en imitant les héros de l'indépendance de notre pays qui se sont caractérisés par l'amour de la patrie.

En clôturant son discours, le Président de la République, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a procédé à la remise des prix aux diverses personnalités composées des Burundais et des étrangers qui se sont distingués dans la protection du patrimoine national, le domaine de la bonne gouvernance, la défense de la paix et la sécurité, leur amour patriotique, l'humanitaire et le développement communautaire.

Dans ce numéro:

page

Le Burundi célèbre son 61^{ème} anniversaire de l'indépendance

1

Vers la coordination et l'harmonisation des efforts régionaux pour la paix en RDC

2

L'Union Africaine organise le premier sommet quadripartite

3

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Développement a organisé la semaine diplomatique, Edition 2023

6

Présentation du projet de loi portant règlement et compte-rendu budgétaire 2021-2022

8

Signalons que le personnel du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement s'est joint aux autres dans la célébration du 61^{ème} anniversaire de l'indépendance. Après, il s'est rencontré

autour d'un verre pour partager la joie de cette grande fête importante dans la vie de notre pays, Burundi. (MAECD)

Vers la coordination et l'harmonisation des efforts régionaux pour la paix en RDC



Le mardi 27 juin 2023, le Chef de l'Etat et Président en Exercice de la Communauté Est Africaine (EAC), Son Excellence Evariste Ndayishimiye, a pris part à Luanda en Angola, au Sommet quadripartite (EAC, SADC, CIRGL) qui avait pour objectif de créer un cadre conjoint de coordination et d'harmonisation des efforts régionaux de pacification en vue de restaurer la paix à l'Est de la République Démocratique du Congo.

Cette rencontre de haut niveau organisée sous les auspices de l'Union Africaine a en outre donné l'occasion aux Chefs d'Etat et de Gouvernement d'évaluer l'état d'avancement du processus de Luanda et de Nairobi pour le recouvrement de la paix en RDC, a indiqué Mme Rosine Guilène Gatoni, Porte -Parole du Président de la République, dans une interview accordée à la presse au retour à Bujumbura du Numéro Un Burundais.

« Son Excellence le Chef de l'Etat a plaidé pour l'accélération du processus de désengagement du M23, son cantonnement et son adhésion au programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) », a-t-elle poursuivi.

« Les Chefs d'Etat et de Gouvernement saluent les efforts investis par le Chef de l'Etat Burundais et Président de l'Accord Cadre d'Addis Abeba pour la paix et la sécurité en RDC dans le souci de rétablir la paix dans ce pays voisin » a également révélé la Porte-Parole avant de confier qu'il a été convenu que le prochain Sommet quadripartite qui regroupe les pays membres de l'EAC, la SADC, la CIRGL et la CEEAC se tiendra à Bujumbura, la Capitale Burundaise. (www.presidence.bi)

La 23^{ème} Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC

Le 1^{er} juillet 2023, à Libreville en République Gabonaise, s'est tenue 23^{ème} Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale.

Dans cette conférence, le Burundi était représenté par le Ministre des Affaires Etrangères et la Coopération au Développement Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO. Cette Conférence a été organisée sous le thème central « relever le défi du financement de la communauté pour accélérer le processus d'intégration



de la région Afrique centrale et soutenir la mise en œuvre de sa réforme institutionnelle ». Les participants

ont analysé les questions cruciales qui hantent la Communauté et qui nécessitent des décisions efficaces en vue de trouver des solutions idoines aux questions liées à la situation politique et sécuritaire en Afrique Centrale, à la santé, à l'intégration économique, à l'éducation, à la culture, aux infrastructures, au transport, au commerce et au développement durable de la région afin de garantir une croissance économique soutenue dans la zone et le bien-être de leurs populations, conformément à la vision partagée de la CEEAC et aux prescrits du traité révisé de leur communauté.

Le Ministre Albert SHINGIRO a montré que la Communauté traverse actuellement dans des difficultés endogènes suite à l'insuffisance budgétaire pouvant permettre la Commission de la CEEAC d'atteindre ses objectifs fixés et cela due au non versement régulier des contributions statutaires par les Etats membres, ce qui constitue un obstacle majeur pour son fonctionnement. Des efforts supplémentaires doivent être consentis pour combler ce déficit budgétaire qui mine la mise en œuvre de leurs propres décisions et le degré de sa crédibilité par rapport aux autres organisations sous régionales. Selon aussi le Ministre Albert SHINGIRO, l'autre grand défi du moment dans la région est le défi d'ordre sécuritaire.

Le Ministre Albert SHINGIRO a montré que la situation sécuritaire qui prévaut dans la communauté est relativement calme bien que fragile par moment et volatile par endroit. La bonne nouvelle est que cette 23^{ème} session ordinaire se tient dans un contexte régional marqué par de nombreuses initiatives de paix en vue de trouver une solution durable aux menaces à la paix, à la sécurité et à la stabilité notamment à l'Est de la RDC suite à la résurgence du groupe armé M23 et autres groupes armés locaux et étrangers qui pullulent dans cette région, la sécurité maritime en Afrique Centrale, la sécurité aux côtes maritimes des pays du Golfe de Guinée membres de la CEEAC ainsi qu'aux côtes Gabonaises, des cycles de menace asymétrique que sont la piraterie maritime, vols à mains armées, la prise d'otage, l'immigration irrégulière, la pêche et



l'exploitation illicite des ressources naturelles, les trafics de tous genre, la persistance de la crise politique et sécuritaire au Soudan et ses nombreuses conséquences humanitaires dans les pays voisins dont deux pays la RCA et le Tchad face au flux des réfugiés soudanais dans ces pays. Le Chef de la diplomatie du Burundi a lancé un appel à communauté internationale pour soutenir les efforts nationaux en faveur de ces réfugiés et les communautés d'accueil.

Face à ces menaces dont certaines sont inhabituelles, Albert SHINGIRO a demandé à la CEEAC de mutualiser ses efforts pour contrer leurs progressions avant qu'il ne soit trop tard en actionnant la coopération entre les Etats concernés et au-delà et en mettant en œuvre des politiques et stratégies d'appropriation de ses ressources, de gouvernance de l'espace maritime et de prévention des risques et menaces.

Le Ministre Albert SHINGIRO a fait savoir que malgré ces défis, la Communauté peut se féliciter du bon déroulement du processus politique engagé au Tchad par les autorités de transition à travers le Dialogue inclusif dans le but de trouver des solutions durables à la situation politique dans ce pays, en RCA, compte des progrès déjà accomplis sur plan politico-sécuritaire et la volonté manifeste des autorités centrafricaines de promouvoir la paix, la sécurité, la stabilité et la réconciliation, le Burundi se joint aux autres voies pour réitérer son soutien ferme à la levée de l'embargo sur les armes contre la RCA avec ses conséquences néfastes sur les réformes encourus dans le secteur de la sécurité.

(MAECD)

L'Union Africaine organise le premier sommet quadripartite



Le mardi 27 juin 2023, l'Union Africaine a tenu un sommet quadripartite à l'endroit de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Conférence Internationale sur la Région des grands lacs (CIRGL) et la Communauté de développement de l'Afrique Australe (CDAA) à Luanda, en République d'Angola.

Dans un communiqué rendu public, quelques décisions ont été prises par les participants, entre autres : la prise de note du rapport des Ministres de la quadripartite sur la coordination et l'harmonisation des initiatives régionales en matière de restauration de la paix et de la sécurité dans l'Est de la République démocratique du Congo. Ils se sont aussi con-

venus au respect des progrès accomplis jusque-là dans les domaines politique, militaire, humanitaire et socio-économique par les différentes parties prenantes en vue de relever les défis. Ils ont ensuite félicité S.E. Félix Tshisekedi, Président de la République démocratique du Congo et S.E. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, pour leurs engagements en faveur du règlement pacifique du conflit par le dialogue et la médiation sous la facilitation de S.E. João Manuel Gonçalves Lourenço.

Ce communiqué poursuit en disant que les participants au sommet ont aussi pris note des progrès réalisés par la CAE et salué des efforts déployés par S.E. Évariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi et Président du Cadre pour la sécurité, la paix et la coopération pour la RDC et la région et S.E. Uhuru Kenyatta, ancien Président de la République du Kenya et Facilitateur du processus de Nairobi, et ont félicité la Force régionale de la CAE pour le rétablissement de la paix et de la stabilité dans l'Est de la RDC. Ils ont ensuite salué l'engagement de la

CEEAC à coopérer pleinement avec les autres organisations régionales sur les initiatives politiques, diplomatiques et sécuritaires en vue de la pacification. Ils ont salué en outre les efforts de la CAE, de la CEEAC, de la CIRGL et de la SADC qui ont reconnu la nécessité d'une approche harmonisée et coordonnée sous l'égide de l'Union africaine pour faire face aux différentes menaces qui pèsent sur la sécurité de la région des Grands Lacs et les ont encouragés à renforcer davantage leur coopération et à intensifier leurs efforts en matière de sécurité collective.

Les participants au sommet ont félicité la SADC, en particulier, pour son initiative appelant à l'harmonisation et à la coordination accrue de toutes les initiatives et de tous les efforts politiques et diplomatiques en faveur de la paix et de la sécurité dans l'Est de la RDC. Ils se

sont aussi félicités des progrès accomplis dans la préparation des sites de pré-cantonement et de cantonnement pour le désarmement du M23, et ont souligné la nécessité de poursuivre la mise en œuvre du Programme de désarmement, démobilisation, réintégration et stabilisation communautaire (DDRCS) pour les ex-combattants. Ils ont en outre adopté le « Cadre conjoint de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et des Nations Unies (NU) pour la coordination et l'harmonisation des initiatives de paix dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) sous les auspices de l'UA », qui vise à promouvoir la cohérence des initiatives existantes de la quadripartite en matière de paix conformément aux décisions et instruments pertinents, lit-on dans le communiqué. Les participants au sommet ont approuvé la mise en place d'un « Groupe de travail de coordination à plusieurs niveaux » composé de représentants de la RDC et du Rwanda, de l'UA, des Présidents de la CAE, de la CIRGL, de la SADC et de la CEEAC, ainsi de l'ONU, avec un accent particulier sur les dimensions politiques, diplomatiques, militaires, humanitaires et socio-économiques, afin de faciliter l'échange continu d'informations pour promouvoir la cohérence, comme le montre toujours le communiqué. Ce sommet quadripartite a aussi demandé aux membres de la quadripartite de mettre pleinement en œuvre le Cadre conjoint pour la coordination et l'harmonisation et de faire rapport au Conseil de paix et de sécurité de l'UA tous les trimestres, ainsi qu'à d'autres réunions statutaires de l'UA. Il a réitéré les décisions, mécanismes et initiatives de paix antérieurs des CER/MR concernés sur la situation dans l'Est de la RDC comme fondement du Cadre conjoint et a souligné la nécessité d'une approche coordonnée et concertée pour en assurer la mise en œuvre intégrale et efficace.

Selon toujours le même communiqué, les participants au sommet ont demandé en outre à la Commission de l'UA de convoquer une réunion des chefs d'Etats membres de la Quadripartite en vue de coordonner les déploiements existants et planifiés dans l'Est de la RDC. Ce sommet a souligné l'importance cruciale d'un échange en temps opportuns et de consultations entre la Commission de l'Union Africaine, l'Organisa-

tion des Nations Unies et les organismes régionaux en ce qui concerne les initiatives visant à rétablir la paix et la stabilité dans l'Est de la RDC et dans la région. Ce sommet a réaffirmé le rôle central de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération et de son mécanisme de gouvernance pour la coordination et l'échange d'informations afin d'assurer la paix et la sécurité dans l'Est de la RDC et dans la région et a appelé à sa mise en œuvre intégrale par les signataires et les garants. Le sommet a noté avec préoccupation le manque de financement prévisible, adéquat et durable pour les initiatives de paix dans l'Est de la RDC, et par conséquent, demande à la Commission de l'UA, en coordination avec les membres de la quadripartite, de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre efficace et effective du Cadre conjoint pour la coordination et l'harmonisation, tel qu'adopté par la plateforme quadripartite.

Le sommet a salué la signature de l'accord de subvention entre l'UA et la CAE en vue de faciliter les opérations de la Force régionale de la CAE et a félicité les Républiques d'Angola et du Sénégal pour leur soutien financier au processus de Nairobi dirigé par la CAE. Ce sommet s'est félicité également de l'annonce, par la République gabonaise, d'une contribution financière aux efforts de paix dans l'Est de la RDC, et a appelé les autres États membres de l'UA à apporter volontairement leurs contributions financières aux processus de paix en Afrique. Ce sommet a salué en outre les efforts louables déployés par les Forces Armées de la RDC (FARDC), la Force Régionale de la CAE et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) en vue d'éradiquer toutes les forces négatives opérant dans la région, continue le communiqué.

Le même communiqué annonce que le sommet quadripartite a enfin exprimé sa gratitude à la République d'Angola, par l'intermédiaire de S.E. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, pour avoir accueilli avec succès le premier Sommet quadripartite et a décidé d'institutionnaliser le Sommet quadripartite en tant que plateforme de coordination, d'harmonisation et de consultation de haut niveau sur la situation dans l'Est de la RDC, et attend avec intérêt la tenue du deuxième Sommet quadripartite et s'est félicité de l'offre de la République du Burundi d'accueillir le deuxième Sommet quadripartite à Bujumbura (Burundi). **(MAECD)**

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Développement a organisé la semaine diplomatique, Edition 2023



Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a organisé la semaine diplomatique Edition 2023 du 27 au 30 juin 2023. Le thème retenu cette année est « Pour un investissement multiforme dans la jeunesse burundaise africaine; une des facettes de la diplomatie économique dans l'atteinte des objectifs de développement durable. » Les activités de cette semaine ont été rehaussées par le Secrétaire Permanent au Ministère Monsieur Ferdinand Bashikako qui a représenté le Ministre, Son Excellence Albert Shingiro dans ces activités qui étaient dignement empêchées. Etaient invités aux activités le Corps diplomatique et consulaire, les Organisations internationales et régionales ainsi que les Hauts Cadres de l'Etat. Le premier jour du 27 juin 2023 de la semaine diplomatique était réservé à l'ouverture des activités de la semaine diplomatique à l'hôtel club du lac Tanganyika.

Le deuxième et le troisième jour du 28 et du 29 juin 2023 étaient organisés l'excursion en province de Gitega pour découvrir ensemble les efforts consentis par le Gouvernement et par les jeunes à travers des projets de développement. Comme l'a annoncé Monsieur Ferdinand Bashikako, ces efforts visent un objectif noble et ambitieux pour le Burundi un pays émergent en 2040 et un pays développé en 2060; un engagement du Gouvernement du Burundi à renforcer le paysage économique du pays et à propulser



les performances dans tous les secteurs de la vie nationale, selon le Secrétaire Permanent Monsieur Ferdinand Bashikako.

Les participants ont alors visité le Programme d'Automatisation Economique et d'Emploi des Jeunes (PAEEJ) sis à Gitega, au centre de la capitale économique ;

Le Coordinateur national du PAEEJ Dr Désiré Manirakiza a informé aux visiteurs que le PAEEJ est l'initiative du Gouvernement du Burundi mise en place dans l'optique de résoudre le problème du chômage des jeunes. Il a dit qu'il existe trois principales composantes du PAEEJ à savoir : le renforcement des capacités des jeunes dans le but de mener des actions de renforcement des capacités des jeunes chômeurs voulant se convertir dans d'autres métiers ou dans leurs domaines de compétences en insistant surtout sur le changement de mentalité. Pour la deuxième composante du PAEEJ, le coordinateur national du PAEEJ Dr Désiré Manirakiza a parlé de l'Entrepreneuriat qui a pour objectif l'appui et le soutien de toutes les propriétés sélectionnées pour leur rôle potentiel à produire de la croissance et la création d'emploi pour tous en particulier les jeunes chômeurs. Pour la troisième compo-

sante, le Coordinateur national du PAEEJ a parlé de l'employabilité des jeunes qui consiste à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes par le biais de leur placement à travers des stages de premier emploi dans des entreprises partenaires qui vont accepter d'accueillir de jeunes pour un stage de travail payant avec un engagement de retenir au moins la moitié après une année. Pour les autres non-retenus le Coordinateur national du PAEEJ Dr Désiré Manirakiza a informé qu'ils seront appelés à monter un projet que le PAEEJ pourra financer. Il a informé qu'il existe déjà les jeunes se sont créés des emplois en coopérative après la formation et ces coopératives sont réparties partout dans le pays.

Les participants ont ensuite visité le sanctuaire des tambours à Gishora, ils ont appris que le domaine royal de Gishora a été fondé par le Mwami Ntare Rugamba dans la première moitié du 19^{ème} siècle après sa victoire contre le chef rebelle Ntibirangwa. Il se trouve sur le sommet de la colline Gishora dans la commune de Giheta à 7 km de la ville de Gitega.



Enfin, les participants ont visité la coopérative Mutoyi à Bugendana en province Gitega, le Corps diplomatique et consulaire, les organisations internationales et régionales ainsi que les Hauts Cadres de l'Etat ont découvert que la coopérative de Mutoyi est active dans l'élevage de poules, la fabrication des cuvettes ; le Corps diplomatique et consulaire, les Organisations internationales et régionales ainsi que les Hauts Cadres de l'Etat ont beaucoup apprécié ces produits.

Les activités de la semaine diplomatique Edition 2023 se sont clôturées à l'hôtel Green Park Ressorit sur la colline Bugarama à Muramvya.

Dans son allocution, le Doyen du corps diplomatique Son Excellence Daniel Wambura Ambassadeur du Kenya au Burundi a exprimé ses remerciements au nom de tous les Diplomates qui étaient présents. Il a félicité Son Excellence Evariste Ndayishimiye d'avoir pris l'initiative de développer le pays. Il a rassuré qu'ils accompagneront le Burundi dans la mise en œuvre de son Plan National de Développement.



Son Excellence Ambassadeur Daniel Wambura a aussi remercié le Ministère des Affaires Etrangères d'avoir organisé la semaine diplomatique. «C'est une manifestation d'un amour envers les autres pays et leurs représentations ; c'est une manifestation de bonnes relations et coopération avec les partenaires du Burundi.» a-t-il indiqué.

Dans son mot de clôture, le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Monsieur Ferdinand Bashikako a exprimé sa joie d'avoir accompli la mission sans aucune équivoque. Il a remercié tous les invités qui ont pu répondre à l'invitation et les a rappelés que le Burundi célèbre son 61^{ème} anniversaire de son Indépendance le 1^{er} juillet 2023.

Le Secrétaire Permanent Monsieur Bashikako a enfin encouragé les Diplomates à visiter souvent et profondément le Burundi pour mieux le connaître, l'aimer, et l'accompagner dans la mise en œuvre de son Plan National de Développement.

Les activités sont clôturées par le partage d'un verre dans la joie totale des participants. **(MAECD)**

L'Ambassadeur du Burundi à Paris Son Excellence Isaïe Kubwayo présente ses lettres de créance Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie



Le vendredi 23 juin 2023, Son Excellence Isaïe Kubwayo l'Ambassadeur du Burundi à France a présenté ses lettres de créance à Madame Louise Mushikiwabo, Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), l'accréditant comme Représentant Personnel du Chef de l'Etat au Conseil Permanent de la Francophonie (CPF).

Rappelons que le Burundi est parmi les Etats membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie et le Gouvernement de la République du

Burundi attache une grande importance à l'Organisation Internationale de la Francophonie. Le Burundi est un pays francophone membre de la Communauté Est Africaine et pays frontalier du grand pays francophone, la République Démocratique du Congo qui offre des atouts évidents pour la promotion et la pérennisation de cette langue qui véhicule des valeurs communes.

Signalons aussi que le Burundi organise chaque année la journée le 20 mars, dite « Journée Internationale de la Francophonie », plusieurs activités sont organisées autour de cette journée avant comme après, dans plusieurs localités du pays.

Ajoutons que le Burundi et l'OIF ont signé un Pacte linguistique le 28 novembre 2014 à Dakar en marge du Sommet de la Francophonie. Le Pacte Linguistique est une convention de coopération visant à promouvoir la langue française et est construit autour des projets à moyen et à long terme. **(MAECD)**

Questions orales par les Sénateurs à l'adresse du MINAGRIEE



Le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, Monsieur Sanctus Niragira a répondu lundi le 26 juin 2023, aux questions orales des Sénateurs. Il a été appelé pour s'exprimer sur la situation des récoltes de la saison culturale B 2023.

Selon le Ministre Niragira, la récolte en question a



été bonne, citant entre autres les céréales (maïs, riz) et les légumineuses (haricot, petit poids). Il a précisé que la province de Kirundo (nord du pays) a renoué avec sa place légendaire d'être le grenier du pays.

Il a saisi l'occasion pour informer aux élus du peuple que la population agricole a été sensibilisée sur la gestion rationnelle des récoltes pour éviter qu'elle ne

tombe dans la famine. Pour marteler son propos, il a indiqué que la sensibilisation est centrée sur le stockage dans des hangars connus, ajoutant que, prochainement, il y aura la fixation des prix de ces produits alimentaires pour baliser la spéculation à la hausse par des commerçants.

Par ailleurs, le Ministre Niragira a révélé les stratégies d'augmentation de la production agricole envisagées. Il en a évoqué, à cet effet, l'encouragement du partenariat public-privé, la sensibilisation de la population ayant des propriétés agricoles riveraines sur l'intérêt de leur mise en commun. Cela va faciliter l'encadrement agricole et la fourniture des intrants agricoles (engrais minéraux et produits phytosanitaires), a-t-il renchéri. Il a aussi informé la volonté de certains membres de la diaspora désireux d'investir dans le secteur agricole.

Les Sénateurs ont émis également la volonté de contribuer à l'augmentation de la production agricole. Au Ministre Niragira, ils ont réitéré leur demande d'un terrain de leur coopérative de production du thé, dans la zone Ryarusera, en commune et province Muramvya.

Dans son intervention, le Président du Sénat burundais, Le Très Honorable Emmanuel Sinzohagera, a prodigué des recommandations visant le développe-

ment agricole à l'invité de la chambre haute du parlement. Il lui a demandé notamment de faire le suivi des conventions en matière agricole signées entre le Burundi et les organisations bilatérales ou multilatérales, d'éradiquer les commissionnaires qui s'interposent dans la vente du café et du thé burundais sur l'échiquier international, de favoriser les jeunes évoluant en coopérative agro-pastorale lors des formations de renforcement des capacités, de moderniser les usines SOSUMO (société sucrière du Moso) et l'OTB (office du thé du Burundi), de dissocier les terres réservées aux cultures vivrières à celles destinées aux cultures de rente.

Face au manque criant du marché d'écoulement de l'urine des lapins qui jouerait, à la fois, le rôle de fertilisants et de celui de produits phytosanitaires, Le Très Honorable Sinzohagera a demandé au Ministre Niragira de donner l'instruction à l'ISABU de faire une recherche scientifique sur l'urine en question pour dégager en quoi elle est utile.

Le Président du Sénat a également émis une recommandation de moderniser l'ISABU pour qu'il réponde effectivement aux besoins de la population et lui faire entrer en partenariat avec les centres de recherches locaux et internationaux. (www.abpinfos.com)

L'Ambassade d'Egypte remet des équipements médicaux à l'HMK et l'hôpital de police



L'Ambassade d'Egypte au Burundi a remis officiellement lundi le 26 juin 2023 un don d'équipements médicaux d'hémodialyse à l'hôpital militaire de Kamenge et l'hôpital de police.

L'Ambassadeur d'Egypte au Burundi Son Excellence Yasser Elatawi a fait savoir que ce don vient s'ajouter à d'autres dons antérieurement offerts par le Gouvernement égyptien à ces deux hôpitaux dans le cadre

du soutien continu de l'Egypte au Burundi dans le domaine de la santé.

Le Directeur de l'hôpital militaire de Kamenge Dr Marc Nimburanira a remercié l'Ambassade d'Egypte pour l'appui et le soutien surtout en matière de prise en charge des patients qui ont des problèmes rénaux.

Dr Marc Nimburanira a profité de l'occasion pour demander un appui en vue de passer à l'étape de la transplantation rénale puisque cela n'est pas encore fait au Burundi, a indiqué le Directeur de l'hôpital militaire de Kamenge

Le Directeur de l'hôpital militaire a également remercié l'Ambassade d'Egypte pour le technicien mis à la disposition de l'hôpital militaire de Kamenge et de l'hôpital de Police, en vue d'aider à réparer les appareils qui étaient en panne et à faire le nécessaire afin que les appareils disponibles puissent continuer à bien fonctionner, a précisé Marc Nimburanira Directeur de l'hôpital militaire de Kamenge. (www.rtnb.bi)

Présentation du projet de loi portant règlement et compte-rendu budgétaire 2021-2022



Le Ministre en charge des finances, du Budget et de la Planification Economique Monsieur Audace Niyonzima était l'invité du jour le jeudi 28 juin 2023 à l'hémicycle du Sénat burundais sis à Gitega. Il était allé expliquer le contenu du projet de

loi portant règlement et compte-rendu budgétaire pour l'exercice 2021-2022. Les activités de la séance plénière étaient dirigées par le Président du Sénat Le Très Honorable Emmanuel Sinzohagera.

Dans son exposé des motifs, le Ministre en charge des finances Monsieur Audace Niyonzima a fait savoir que ce projet de loi arrête, à la fin de l'exercice 2022, les montants définitifs des recettes et des dépenses de l'Etat ainsi que l'équilibre financier qui en résulte. Il a ajouté que son analyse permet aux parlementaires de faire un contrôle à posteriori de l'exécution du budget général de l'Etat et de la gestion des crédits voté et donner quitus au Gouvernement. Après analyse, débats et après avoir eu des éclaircissements sur les aspects les plus importants de ce projet de loi, les sénateurs l'ont adopté à l'unanimité. (www.rtnb.bi)

Bientôt une stratégie nationale du système d'information géographique



Dans le cadre de la mise en place d'un document officiel de la stratégie nationale de l'information géographique, le Bureau de Centralisation Géomatique à la Primature en collaboration avec le PNUD, a organisé du 26 au 31 juin 2023 à Gitega, un atelier d'élaboration d'une stratégie nationale de l'information géographique au Burundi. Les activités de cet atelier de cinq jours ont été ouvertes par le Directeur de cabinet à la Primature Colonel de Police Datus Nyandwi.

Le Directeur de Cabinet à la Primature a précisé que l'atelier s'inscrit dans le cadre des activités de mise en place de la stratégie nationale Système d'Information Géographique(SIG) menées sous l'assistance technique d'un expert international dans le domaine du SIG mis à la disposition du BCG par le PNUD. Durant ces cinq jours, les participants à l'atelier vont faire le point sur la situation actuelle de la gestion de l'information géo spatiale au Burundi et amorcer le diagnostic de cette situation, a -t-il-dit.

Selon le Directeur de Cabinet à la Primature, le Bureau de Centralisation Géomatique a des missions d'une extrême importance pour la gestion et l'utilisation des données géo spatiales au Burundi. Toujours le Colonel de Police Datus Nyandwi, pour mener correctement ses missions, le Secrétariat Exécutif Permanent du Bureau de Centralisation Géomatique collabore avec tous les Ministères dont la responsabilité est de produire des données géographiques sectorielles utilisables dans la macro-planification, la prise de déci-

sions et autres actions de développement engagées par le Gouvernement et ses Partenaires.

Le Directeur de Cabinet à la Primature a enfin exprimé ses remerciements envers le PNUD pour ses appuis au développement du Burundi. Il a fait savoir que le PNUD a accepté de financer le projet d'élaboration de la stratégie nationale de l'information géographique au Burundi avec un montant de 32 363 USD et vient de mettre à la disposition du Bureau de Cen-

tralisation Géomatique des équipements comprenant 10 ordinateurs, un écran géant pour la salle de formation, 1 serveur tour, 2 serveurs NAS pour le stockage des données et 10 GPS pour la collecte des données, d'une valeur de plus de 45 000 USD. La réception officielle de ces équipements est prévue dans les prochains jours. (www.rtnb.bi)

Gasorwe / Muyinga : Trois Ministres répondent aux préoccupations de la population



Dans le cadre des descentes des membres du Gouvernement, trois Ministres dont celui des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture Monsieur Ezéchiel Nibigira, celui du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme Madame Marie Chantal Nijimbere et celui de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi Monsieur Déo Rusengwamihigo étaient lundi le 26 juin 2023 en commune Gasorwe dans la province de Muyinga pour recueillir et trouver des issues aux préoccupations de la population.

Parmi les préoccupations soulevées au niveau du commerce se trouvent les conflits entre certains commerçants avec l'Office Burundais des recettes (OBR) par ignorance de la loi ce qui accroît le commerce transfrontalier illicite des récoltes au moment où la saison culturale B s'est bien passée.

La population demande donc le renforcement des capacités de ces commerçants. Les autres préoccupations soumises au Ministre en charge du commerce sont relatives à la hausse des prix des pro-

duits essentiels comme ceux de la BRARUDI, BU-CECO et SOSUMO, la décentralisation de ce Ministère pour résoudre les problèmes au niveau provincial.

Au niveau du Ministère de la Fonction Publique, les préoccupations soumises sont entre autres à quand le dégel des annales pour les travailleurs soumis aux statuts spéciaux, l'augmentation du taux des prestations du guichet unique pour réduire le temps notamment du casier judiciaire.

Au niveau du Ministère en charge de l'EAC, s'agissant de l'intégration régionale, la population de Muyinga est préoccupée par la situation des burundais qui vont travailler en Tanzanie mais qui subissent des vols de la part de la population tanzanienne, elle demande qu'il y ait un cadre de libre circulation, l'autre préoccupation est à quand l'utilisation de la monnaie unique au sein de l'EAC pour faciliter le trafic régional, les autres préoccupations sont liées au manque de moyens pour les groupes d'animation culturelle, aux encadreurs sportifs, la décentralisation de la Banque d'Investissement pour les Jeunes (BIJE) et du Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes (PAEEJ).

Répondant aux préoccupations de la population, le Ministre en charge des affaires de l'EAC Ambassadeur Ezéchiel Nibigira a fait savoir que l'intégration monétaire au sein de l'EAC nécessite beaucoup de préparations mais tranquillise que les travaux sont en cours. S'agissant de la culture et du sport, le Ministre dit que le Ministère est à l'œuvre pour détecter les talents depuis la base et concernant le problème de moyens, il tranquillise que ça va se résoudre au fil et à

mesure. Parlant de la décentralisation des institutions qui financent les jeunes, le Ministre dit que le PAEEJ est représenté dans toutes les provinces et demande aux représentants provinciaux d'aller sur terrain.

Quant à la Ministre en charge du commerce, Marie Chantal Nijimbere, répondant à la question de pénurie des produits essentiels dont la bière, le sucre et le ciment, la ministre indique que cette pénurie est due au manque de devises pour acheter les matières premières et demande à l'administration de s'impliquer pour réguler les prix, s'agissant de l'ignorance de la loi, la ministre a indiqué que des révisions de la loi de ce secteur est en cours d'être ac-

tualisée et adaptée à celles d'autres pays de l'EAC et promet de les vulgariser après adoption à l'Assemblée nationale.

Madame Marie Chantal Nijimbere s'exprimant sur la fraude de certaines denrées alimentaires vers les pays voisins, elle exhorte toutes les parties prenantes à s'activer pour traquer ces fraudeurs qui commettent ce crime économique et appelle la population à ne pas gaspiller leurs récoltes. Le Ministre en charge de la fonction publique Monsieur Déo Rusengwamihigo a fait savoir que le gel des annales pour les employés soumis aux statuts spéciaux sera levé avec la nouvelle année budgétaire depuis juillet. (www.rtnb.bi)

Célébration de la Journée de l'enfant africain édition 2023



La célébration de la journée de l'enfant africain a débuté par une remise d'aide d'une tonne de riz à l'orphelinat maison Canaan de Buterere. La Représentante de cet orphelinat a vivement apprécié cette âme charitable envers ces orphelins et a promis une prière pour que Dieu puisse les bénir abondamment.

Le chargé de la protection de l'enfant à l'Unicef Monsieur Ildephonse Biraheka a fait savoir que l'UNICEF ne ménage aucun effort pour la promotion des droits de l'enfant africain.

La journée de l'enfant africain édition 2023 a été célébrée le 27 juin 2023 sous le thème "les droits de l'enfant dans un environnement numérique. Cette journée a été célébrée en zone de Buterere sur le terrain Don Bosco sous le thème : « les droits de l'enfant dans un environnement numérique »

L'Assistante du Ministre de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre Madame Tantine Ncutinamagara a fait savoir que la journée de l'enfant africain se célèbre normalement le 16 juin de chaque année mais reportée parce que cette journée a coïncidé avec des activités du Gouvernement de grande envergure.

L'Assistante du Ministre en charge de la solidarité nationale Tantine Ncutinamagara a précisé que le choix du thème de la journée de l'enfant africain a été motivé par le fait que les TICs jouent un rôle primordial dans la vie du pays. Et d'ajouter que le but est que le pays soit à jour par rapport aux technologies de l'information mais que si les utilisateurs surtout les enfants ne savent pas discerner ce qui est utile de ce qui ne l'est pas, dans ce cas, les droits de l'enfant peuvent être bafoués. Madame Tantine Ncutinamagara appelle les parents à être toujours aux côtés de leurs enfants pour les guider dans ce qu'ils regardent afin qu'ils aient une bonne éducation. (www.rtnb.bi)

Le Coordinateur du PAEEJ présente le bilan des réalisations



Le Coordinateur national du Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes PAEEJ a organisé mercredi le 28 juin 2023 à Gitega, une conférence de presse pour présenter le bilan des réalisations, d'avril 2021 au juin 2023.

Le Coordinateur national du PAEEJ Dr Désiré Manirakiza a fait savoir que le PAEEJ opère à travers trois composantes dont la formation, entrepreneuriat ainsi que l'employabilité.

Côté formation, le Coordinateur national du PAEEJ Désiré Manirakiza a indiqué que le PAEEJ durant les deux ans, 9982 jeunes ont été formés et 81 320 ont été sensibilisés

Côté composante entrepreneuriat, 1388 projets de coopératives collinaires ont été financés, 599 petites et moyennes entreprises ont été financées et 24 projets des jeunes entrepreneurs à succès ont été aussi financés.

S'agissant de la composante employabilité, 2216 emplois ont été réellement créés (183 au sein du PAEEJ) et 2028 dans les projets. 23 532 emplois

potentiellement créés au sein des coopératives ont été financés par le PAEEJ. 2000 stages ont été accordés (1 817 en dehors du PAEEJ) et 183 au PAEEJ, selon toujours le Coordinateur national du PAEEJ.

Avant la tenue de la conférence, une délégation composée de membres du corps diplomatique et consulaire et des cadres de l'Etat a visité le siège du PAEEJ à Gitega. La visite était dans le cadre de la semaine diplomatique, édition 2023. (www.rtnb.bi)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Direction de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi